



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté Préfectoral Complémentaire pour la mise en service d'une deuxième chaudière
consommant de la biomasse et la mise en place d'un stockage de bois de 1200 m³ au sein de
la société SOFIDEL à Custines et Frouard**

N° 2024-0115
AIOT 0006200203

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 avril 2000 relatif à l'industrie papetière ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-110 du 31 juillet 2003 autorisant la société DELIPAPIER à exploiter ses installations de fabrication de papier « tissu » à usage sanitaire sises à CUSTINES et FROUARD modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral 2021-0671 du 02 juillet 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-0078bis_Chaudière_Bois_Biomasse du 15 novembre 2013 complété autorisant la société DELIPAPIER à mettre en service une chaudière biomasse d'une puissance de 10 MW ;

Vu l'arrêté préfectoral 2019-0756 du 18 avril 2019 actualisant certaines prescriptions applicables à la papeterie SOFIDEL France au vu des conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans l'industrie papetière ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas déposé par la société SOFIDEL le 02 août 2023 relatif à l'ajout d'une seconde chaudière biomasse de 8 MW et l'ajout d'un stockage de bois de 1 200 m³ ;

Vu la décision du 15 avril 2024, de non soumission à évaluation environnementale du projet d'implantation d'une seconde chaudière biomasse ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis le 30 janvier 2024, complété le 12 avril 2024 par la société SOFIDEL relatif à l'ajout d'une seconde chaudière biomasse et l'ajout d'un stockage de bois de 1 200 m³ ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juin 2024 fixant la participation du public par voie électronique entre le 13 juin et 03 juillet 2024 en application de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation formulée lors de la participation du public par voie électronique ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 647_2024 du 22 mai 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2024_2166 du 4 décembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 6 décembre 2024 à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 17 décembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2024_2639 du 21 janvier 2025 ;

Considérant que le projet de modification n'est pas soumis à évaluation environnementale ;

Considérant qu'il n'est pas attendu d'impact supplémentaire sur le sol, les eaux superficielles et souterraines, et les zones naturelles sensibles ;

Considérant que l'évaluation des risques sanitaires effectuée sur la base des rejets atmosphériques des quatre chaudières du site conclut à l'absence de risque sanitaire des futurs rejets du site sur les populations environnantes du secteur d'étude ;

Considérant que le projet n'est pas une modification substantielle ;

Considérant que l'installation supplémentaire d'une chaudière biomasse supplémentaire de 8 MW et que toutes les unités de combustion ont chacune une puissance inférieure à 15 MW rend l'arrêté du 03 août 2018 susvisé opposable ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis des membres du CODERST, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

TITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société SOFIDEL, dont le siège social est situé Ban la Dame – Parc d'activités de Nancy-Pompey à FROUARD est autorisée à implanter et à exploiter une seconde chaudière brûlant de la biomasse et des déchets de bois ainsi qu'un stockage de bois au sein de son usine implantée sur les territoires des communes de Custines et Frouard, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Modifications apportées aux actes antérieurs

Le présent arrêté abroge les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux 2013_0078 bis du 15 novembre 2013 et 2015_0224 du 6 août 2015.

Le présent arrêté modifie l'article 2 de l'arrêté préfectoral 2019-0756 du 18 avril 2019.

Article 3 : Rubriques modifiées ou supprimées visées dans les arrêtés préfectoraux 2013_0078 bis du 15 novembre 2013 et 2019-0756 du 18 avril 2019

3.1 Rubriques et lignes modifiées

Rubrique de la nomenclature	Désignation de l'installation	Régime ⁽²⁾	Volume de l'activité
1532-2	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	D	Stockage total de 16 400 m ³ répartis comme suit : - 11 000 m ³ de palettes de bois ; - 3 000 m ³ de dépôt en plein air ; - 2*1 200 m ³ de biomasse attendant à chacune des deux chaudières biomasse.
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW ⁽¹⁾	A	Puissance thermique totale de 62,5 MW (4 chaudières et 4 brûleurs) : - Brûleurs à gaz 1-4 de 4x6 MW ; - Chaudière au gaz naturel de 7 MW ; - Chaudière au gaz naturel de 13,5 MW (utilisée en secours) ; - Chaudière biomasse de 10 MW ; - Chaudière biomasse de 8 MW.

⁽¹⁾ La puissance thermique nominale correspond à la puissance thermique, fixée et garantie par le constructeur, exprimée en pouvoir calorifique inférieur et susceptible d'être consommée en marche continue.

⁽²⁾ A : Autorisation – D : Déclaration

3.2 Rubrique et ligne supprimées

Le combustible utilisé est composé de broyat de palettes qui bénéficie d'une sortie de statut de déchet. La rubrique 2714-1 de l'article 2 de l'arrêté 2013_0078 bis et de l'article 2 de l'arrêté 2019-0756, visant le stock de broyat de palettes sur site est donc supprimée.

Article 4 : Prescriptions applicables aux chaudières « biomasse » et aux stockages de combustibles bois

4.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions des titres 2 à 9 du présent arrêté ainsi que les autres réglementations en vigueur.

4.2 - Rythme de fonctionnement

Les chaudières « biomasse » sont exploitées en continu, jour et nuit.

La consommation respective de combustibles bois (biomasse et broyats de palettes sortis du statut de déchets) est indiquée dans le tableau ci-dessous :

	Chaudière biomasse 1 (10 MW)	Chaudière biomasse 2 (8 MW)
Consommation biomasse	22 500 tonnes par an en moyenne ; 41 000 tonnes par an au maximum.	12 573 tonnes par an en moyenne ; 20 553 tonnes par an au maximum.
Débit unitaire	30 000 Nm ³ /h	23 000 Nm ³ /h
Temps de fonctionnement annuel	8 400 h	8 400 h

4.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation de combustion et ses annexes dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords des installations, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

TITRE 2 : NATURE – LIVRAISON ET RÉCEPTION DE LA BIOMASSE

Article 5 : Combustibles bois admis dans les chaudières « biomasse »

Les combustibles bois pouvant être consommés au sein des chaudières « biomasse » sont des mélanges de plaquettes forestières et de broyats de palettes sortis du statut de déchets, dans les proportions annuelles suivantes :

- 90 % du tonnage : biomasse issue de forêts et, par extension, de haies, bosquets et arbres d'alignement,
- 10 % du tonnage : broyats de palettes.

Les installations de combustion autorisées par le présent arrêté ne sont en aucun cas alimentées en combustible fossile d'appoint, ni en marche normale ni au démarrage. L'allumage des combustibles bois est effectué manuellement.

Le combustible de bois utilisé dans les chaudières « biomasse » est produit dans la région Grand Est à hauteur de 80 % pour les plaquettes forestières et 100 % pour les broyats de palettes.

Les combustibles utilisés dans les chaudières « biomasse » doivent présenter une qualité constante dans le temps. A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés, qui précise notamment les critères de vérification du contrôle visuel prévu à l'article 8 du présent arrêté.

La modification du plan d'approvisionnement en combustibles bois (proportion des combustibles, type de combustibles) devra être portée à la connaissance du Préfet avant sa mise en place avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

Article 6 : Réception des intrants de combustible de bois

6.1 - Fiche d'identification

Chaque lot de combustible bois livré dans l'établissement est remis avec une fiche d'identification précisant :

- l'identification du fournisseur,
- la nature et le type du combustible,
- l'origine du combustible,
- la quantité de combustible livré (en tonnes et en MWh PCI).

6.2 - Registre

Un registre est tenu à jour par l'exploitant, mentionnant :

- la fiche d'identification prévue au sous-article 6.1 du présent arrêté,
- l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule de transport,
- la date et l'heure de livraison,
- le cas échéant, les résultats des analyses effectuées en application de l'article 7 du présent arrêté.

Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant 5 ans.

Article 7 : Contrôle des combustibles (plaquettes forestières et broyats de palettes) et des cendres de combustion

L'exploitant assure :

- un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant et permettent notamment de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres,
- une analyse des teneurs en métaux et dioxines visés à l'article 8 du présent arrêté dans les cendres volantes une fois par semestre.

Les résultats de l'ensemble de ces contrôles et analyses devront être consignés dans le registre prescrit au sous-article 6.2 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8 : Cendres volantes

8.1 : teneurs maximales

Les cendres volantes issues de la combustion de plaquettes forestières et broyats de palettes respectent les teneurs maximales suivantes, exprimées sur matière sèche :

- en cadmium : 130 mg/kg MS,
- en plomb : 900 mg/kg MS,
- en zinc : 15 000 mg/kg MS,
- en dioxines et furanes : 400 ng.iTEQ/kg.

8.2 : Autosurveillance des cendres volantes

Les cendres volantes feront l'objet d'une caractérisation dans les six mois suivant la mise en service de la chaudière biomasse puis selon la fréquence définie aux articles 7 et, si besoin, 10 du présent arrêté.

Le programme d'analyse porte au minimum sur les polluants réglementés à l'article 8.1 du présent arrêté.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois suivant la réalisation des prélèvements.

Article 9 : Non-conformité lors de la réception des combustibles

Lorsque les contrôles réalisés sur un lot de combustible bois ne respectent pas les prescriptions des articles 6.1, 7 et 8.1, l'exploitant refuse immédiatement toute livraison par le fournisseur concerné de ce type de combustible.

Les livraisons de ce type de combustible par le fournisseur concerné sont de nouveau acceptées dès lors que l'exploitant dispose de résultats d'analyses attestant de sa conformité aux seuils définis à l'article 8 du présent arrêté.

Article 10 : Non-conformité des combustibles

Lorsque les résultats d'analyses réalisées sur les cendres volantes conformément à l'article 8 et 9 du présent arrêté ne respectent pas les seuils définis respectivement à l'article 8 du présent arrêté, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un mois.

La fréquence de l'ensemble des analyses réalisées en vertu de l'article 7 du présent arrêté est alors doublée :

- une analyse des teneurs en métaux et dioxines visés à l'article 8 du présent arrêté est effectuée dans les cendres volantes une fois par trimestre.

Les fréquences d'analyses des cendres volantes sont rétablies aux fréquences prévues à l'article 8 dès lors que 2 résultats d'analyses consécutifs sur cendres volantes sont conformes aux seuils fixés à l'article 8 du présent arrêté.

TITRE 3 : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 11 : Conception des installations

11.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront pas assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. Ces procédures doivent également indiquer la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

11.2 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 12 : Conditions de rejet

12.1 - Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours de conduits ne présentent pas de points anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes en vigueur sont respectées.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. À défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

12.2 - Évacuation des fumées

Les cheminées d'évacuation des gaz de combustion des chaudières « biomasse » ont une hauteur minimale de 20 mètres, respectivement 20 mètres pour la chaudière 10 MW et 23 mètres pour la chaudière 8 MW. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale respecte a minima 8 m/s et le débit de fumées sèches à 6 % d'oxygène est de 30 000 Nm³/h pour la chaudière 10 MW et de 23 000 Nm³/h pour la chaudière 8 MW.

12.3 – Valeurs limites des concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques des chaudières « biomasse »

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normaux (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 6 % en volume.

Les rejets atmosphériques issus des installations de combustion respectent les valeurs limites d'émissions suivantes :

Paramètres	Chaudière biomasse 10 MW			Chaudière biomasse 8 MW		
	VLE (mg/Nm ³)	Flux maximal (g/h)	Flux maximal (kg/an)	VLE (mg/Nm ³)	Flux maximal (g/h)	Flux maximal (kg/an)
SO ₂	200	476	4000	200	476	4000
NO _x	400	9702	81500	300	5613	47150
Poussières (PM10)	30	600	5040	20	460	3860
CO	200	6000	50400	200	4600	38640
COVNM	50 en carbone total	0,24	2	50 en carbone total	0,24	2
HAP	0,1	0,13	1,1	0,1	0,13	1,1
Cadmium (Cd), Mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal 0,1 pour la somme exprimé en (Cd+Hg+Tl)	0,12 pour la somme	1 pour la somme	0,05 par métal 0,1 pour la somme exprimé en (Cd+Hg+Tl)	0,12 pour la somme	1 pour la somme
Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)	0,48	4	1 exprimée en (As + Se + Te)	0,48	4
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	0,48	4	1 exprimée en Pb	0,48	4
Antimoine (Sb), Chrome (Cr), Cobalt (Co), Cuivre (Cu), Étain (Sn), Manganèse (Mn), Nickel (Ni), Vanadium (V), Zinc (Zn) et leurs composés	20 exprimés en (Sb+Cr+Co+Cu +Sn+Mn+Ni+V+ Zn)	0,6	5	20 exprimés en (Sb+Cr+Co+Cu+S n+Mn+Ni+V+Zn)	0,6	5
HCl	30	900	7560	30	690	5800
HF	25	750	6300	25	575	4830
Dioxines et furanes	0,1ng I-TEQ /Nm ³	1,9 µg/h	16 mg/an	0,1ng I-TEQ /Nm ³	1,9 µg/h	16 mg/an

12.4 Fréquence de contrôle des rejets

Paramètre	Fréquence de l'autosurveillance	Fréquence du contrôle par un laboratoire agréé
Débit	Continu	Annuelle
Température	Continu	Annuelle
Taux O ₂	Continu	Annuelle
Pression	Continu	Annuelle
Humidité	Continu	Annuelle
SO ₂	Continu ⁽¹⁾	Annuelle
NO _x	Continu ⁽¹⁾	Annuelle
CO	Continu	Annuelle
Poussières	Continu	Annuelle
COVNM		Annuelle
Formaldéhyde		Annuelle
Métaux ⁽²⁾		Annuelle
HAP		Annuelle
HCl		Annuelle
HF		Annuelle
Dioxines et furanes		Annuelle

⁽¹⁾ : L'exploitant évalue trimestriellement sur la base de la mesure en continu, les concentrations et flux de SO₂ et NO_x rejetés trimestriellement par son installation et les transmet selon la fréquence définie ci-après.

⁽²⁾ : les métaux à rechercher sont ceux comportant des valeurs limites d'émissions fixées au sous-article 13.3 du présent arrêté.

Les résultats de l'autosurveillance sont enregistrés.

Les valeurs limites d'émissions fixées au sous-article 13.3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Le bilan des mesures est transmis annuellement à l'inspection des installations classées via l'application GEREP, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'écart de valeur entre la mesure obtenue par le dispositif de mesure en continu (débit, poussières, SO₂, NO_x) et les mesures réalisées par le laboratoire agréé est étudié et un ré étalonnage réalisé si besoin.

Une première mesure devra être réalisée dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation de combustion « biomasse » puis périodiquement conformément aux dispositions ci-dessus.

12.5 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

I. – Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

II. – L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes

d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Article 13 : Flux total de l'établissement

L'exploitant doit respecter un flux total annuel pour les deux chaudières biomasse et les deux chaudières gaz de :

	SO ₂	NO _x	Poussières (PM 10)	CO
Flux annuel (kg/an)	320,25	63195	630	24708

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 14 : Application du présent titre

Les dispositions du présent titre sont applicables à l'ensemble des effluents liquides issus de l'installation de combustion et des installations de stockage de la biomasse (silos et stockage extérieur).

Article 15 : Gestion des effluents liquides

15.1 : définitions des VLE

Le fonctionnement des installations et de leurs annexes, objet du présent arrêté, est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement.

La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.

Les points de rejet sont en nombres aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les effluents liquides générés par les chaudières « biomasse » sont constitués uniquement des purges, estimées à **45 m³/j**, et dirigées vers la station de traitement des effluents aqueux de l'établissement.

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant afin de garantir la non perturbation du fonctionnement de cette station d'épuration interne et le respect des valeurs limites de rejet prescrites par l'arrêté préfectoral 2007-432 du 24 juin 2008.

Sur la zone associée à l'installation de combustion de la biomasse, les eaux pluviales de toiture du bâtiment abritant la chaudière sont collectées et rejetées directement à la Moselle.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement/déchargement, de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique, traitées par un ou plusieurs dispositifs adéquats permettant de traiter les polluants en présence puis rejetées dans la Moselle, sous réserve du respect des limites suivantes :

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites d'émission (mg/L) Chaudière 10 MW	Valeurs limites d'émission (mg/L) Chaudière 8 MW
pH	1302	>5,5 et <8,5	>5,5 et <8,5
DCO	1314	125 mg/l	125 mg/l
DBO5	1313	30 mg/l	30 mg/l
HC _{totaux}	7009	10 mg/l	10 mg/l
MES	1305	35 mg/l	30 mg/l
NGL	1551	30 mg/l	30 mg/l
Pt	2793	2 mg/l	2 mg/l
Cadmium et ses composés	1388	0,05 mg/l	0,05 mg/l
Mercure et ses composés	1382	0,05 mg/l	0,02 mg/l

Arsenic et ses composés	1369	0,05 mg/l	0,025 mg/l
Plomb et ses composés	1369	0,5 mg/l	0,025 mg/l
Chrome et ses composés	1389	0,5 mg/l	0,05 mg/l
Cuivre et ses composés	1392	0,5 mg/l	0,05 mg/l
Nickel et ses composés	1386	0,5 mg/l	0,05 mg/l
Zinc et ses composés	1383	2 mg/l	0,8 mg/l

15.2 : Surveillance des rejets aqueux

Les eaux pluviales ayant ruisselé sur l'aire de stockage de combustibles bois extérieure sont contrôlées annuellement avant rejet dans la Moselle.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé. Le programme d'analyses porte sur les polluants réglementés à l'article 15 du présent arrêté.

Article 16 : Dispositions contre le déversement de matières susceptibles de polluer le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement

16.1 - Organisation de l'établissement

Les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, de déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et leurs quantités, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.

Les sols des chaufferies et des installations de stockage combustibles sont imperméables, incombustibles et disposés de façon que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au-dehors ou dans le réseau d'assainissement.

16.2 - Rétentions

Tout récipient susceptible de contenir des liquides dangereux ou d'entraîner une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égal à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et ne comporte pas de dispositifs d'évacuation par gravité. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

TITRE 5 : ZONE DE STOCKAGE EXTÉRIEUR

Article 17 : Généralités

Les stockages de plaquettes forestières et broyats de palettes en extérieur est effectué sur la parcelle AD 116 de la commune de FROUARD. Le volume cumulé de ces dépôts est de 3 000 m³.

La dimension de la zone de stockage ne dépassera pas 35 m par 30 m et la hauteur de stockage maximale sera de 2,5 m.

La distance entre le stockage extérieur et le bâtiment des stockages couverts sera au minimum de 18 m pour permettre les manœuvres des poids-lourds au déchargement et éviter toute propagation d'un éventuel sinistre.

Article 18 : Confinement

La parcelle de terrain visée à l'article 17 du présent arrêté comporte des pollutions sidérurgiques confinées par une couche de matériaux imperméables.

L'exploitation de l'aire de stockage de combustibles bois aménagée sur cette parcelle à l'aide d'engins ne doit pas être à l'origine d'une dégradation de la couche de confinement. En cas de détérioration de celle-ci, elle devra être remise en état à l'identique ou dans des conditions permettant d'atteindre les mêmes performances de protection des eaux souterraines et des sols sous-jacents.

Article 19 : Eaux pluviales

Les eaux pluviales ruisselantes sur l'aire de stockage de combustibles bois extérieure sont collectées au moyen d'un caniveau à grille raccordé au bassin de rétention et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans la Moselle.

Elles respectent, avant rejet, les prescriptions de l'article 15 du présent arrêté.

TITRE 6 : DÉCHETS

Article 20 : Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son installation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du pré traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Article 21 : Déchets produits par l'installation de combustion « biomasse »

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal de la chaudière « biomasse » sont :

Nature	Code déchets	Origine	Quantité annuelle	Traitement
Cendres des cyclones	10 01 03	Particules fines issues du traitement des fumées de combustion récupérées en bas du dépoussiéreur par cyclonage et du filtre à manches	Chaudière 1 : 750 t Chaudière 2 : 100 t	Stockage en centre de traitement de déchets dangereux
Mâchefers	10 01 01	Résidus de combustion du foyer	Chaudière 1 : 750 t Chaudière 2 : 200 t	Valorisation en sous-couche routière
Cendres des filtres à manches	10 01 05	Résidus d'épuration du traitement secondaire des cheminées	Chaudière 1 : 100 t Chaudière 2 : 100 t	Stockage en centre de traitement de déchets dangereux après stabilisation

Article 22 : Principes de gestion

22.1 - Stockage des sous-produits et déchets

Les sous-produits et déchets issus de la combustion sont comptabilisés et stockés séparément.

Le stockage et le transport de ces sous-produits et déchets se font dans des conditions évitant tout risque de pollution et de nuisances (prévention des envols, des odeurs, des lessivages par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines ou d'une infiltration dans le sol, etc...) pour les populations et l'environnement.

Les cendres sous foyer et les cendres volantes sont stockées dans des bennes étanches ou tout dispositif équivalent.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

22.2 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Les sous-produits et déchets, en particulier les cendres sous chaudière, issus de la combustion sont, lorsque la possibilité technique existe, valorisés, en tenant compte de leurs caractéristiques et des possibilités du marché.

À défaut de valorisation, les cendres feront l'objet d'une élimination dans une installation régulièrement autorisée. Les cendres seront également éliminées de cette manière après le démarrage de l'installation mais avant la réception du résultat des analyses des premières cendres représentatives.

Dans tous les cas, les filières d'élimination ou de valorisation retenues doivent en permanence être cohérentes avec les résultats des caractérisations prescrites ci-dessus.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment l'élimination ou la valorisation de tous les sous-produits et déchets qu'il produit à l'inspection des installations classées. Il fournit annuellement à l'inspection des installations classées un bilan des opérations de valorisation et d'élimination de ces sous-produits et déchets.

22.3 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération, mise en dépôt à titre définitif), autre que celle autorisée par le présent arrêté, est interdite.

TITRE 7 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 23

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement susvisé.

TITRE 8 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 24 : Caractérisation des risques

24.1 - Inventaire des combustibles et produits présents dans l'établissement

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature, la phrase de risques et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

Ces informations sont tenues à la disposition des services départementaux d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et devront être accessibles en toute circonstance.

24.2 - Recensement des parties des installations susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties des installations la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui les concerne.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services départementaux d'incendie et de secours.

Article 25 : Infrastructures et installations

25.1 - Accès et conditions d'isolement

Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, n'ont pas un accès libre aux installations.

Les installations sont accessibles pour permettre l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours.

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on

entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations.

Les bâtiments abritant les chaudières « biomasse » et le stockage extérieur de combustibles bois sont accessibles sur l'ensemble de leurs périmètres.

Les installations (les chaudières « biomasse » et le stockage extérieur de combustibles) sont éloignées des limites de propriété par une distance minimale de 10 m.

25.2 - Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

25.3 - Désenfumage

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les équipements de désenfumage sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

25.4 - Prescriptions relatives aux stockages de combustibles bois

La présence de matières dangereuses ou inflammables dans l'installation de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Le stockage de combustible fossile de type gas-oil est limité à l'approvisionnement nécessaire au démarrage de la chaudière.

Les stockages de combustibles sont isolés par rapport aux installations de combustion, au minimum par un mur REI 120 ou par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 mètres.

Aucun stockage de matière combustible ou explosive ne sera toléré dans le local créé à l'arrière ou sur le côté des stockages couverts (local abritant la vis sans fin) de manière à préserver les distances de sécurité ressortant de l'étude de dangers.

A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement lors de sa mise en service, l'installation respecte les dispositions de l'article 28.11 du présent arrêté.

Les stockages de combustibles bois sur le site (stockage extérieur de 3000 m³ et 2 silos de capacité unitaire de 1200 m³) sont limités à l'approvisionnement nécessaire aux chaudières « biomasse ».

Toutes les dispositions sont prises pour éviter le phénomène d'auto-échauffement au sein des bâtiments de stockage de combustibles bois. Notamment, ce phénomène est prévenu au minimum par la mise en œuvre des mesures suivantes :

- la conception du bâtiment, limitant l'effet de zones mortes (zones au sein desquelles la biomasse stockée est peu renouvelée),
- la vidange complète et à tour de rôle de chacun des boxes de stockage,
- le contrôle régulier des températures en fond de silo,
- la présence d'une ouverture sur l'avant du bâtiment assurant le cas échéant une ventilation complémentaire.

L'exploitant définit une procédure de mesure des températures en fond de stockage ainsi qu'une procédure de vidange des boxes en cas d'échauffement accidentel. Ces procédures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Les silos de stockage de la biomasse sont isolés entre eux par des murs coupe-feu 2 heures.

25.5 - Prescriptions relatives à la trémie avant chaudière

Toutes les dispositions sont prises pour limiter le risque d'incendie de la trémie avant les chaudières. Ce phénomène est prévenu au minimum par les dispositions suivantes :

- la mise en place d'un sas d'isolement entre la trémie et la chaudière « biomasse »,
- la limitation du volume de la trémie (une dizaine de m³ environ),
- la mise en place d'un dispositif de détection et de protection incendie interne à la trémie.

25.6 - Prescriptions relatives aux chaudières « biomasse »

Les installations de combustion « biomasse » sont équipées de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de les mettre en sécurité.

Les appareils de combustion sous chaudière comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité de l'appareil et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

25.7 - Nettoyage des installations

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

25.8 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties des installations recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R.4216-31 et R.4227-42 à R.4227-54 du Code du travail.

25.9 - Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques des chaufferies « bois » sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

25.10 - Foudre

L'exploitant met en œuvre les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit le contrôle.

25.11- Dispositions constructives

Les locaux abritant les installations de combustion « biomasse » présentent les caractéristiques, de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R60,
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0,
- le sol des locaux est incombustible (de classe A1 fl),
- les autres matériaux sont Bs1d0.

La couverture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2s1d0. A défaut, le système " support de couverture + isolants " est de classe Bs1d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. Les matériaux utilisés pour

l'éclairage naturel satisfait à la classe d0. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de combustion sont implantées à une distance minimale de 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation à l'exception des stockages de biomasse et déchets de bois qui lui sont associés.

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels la distance d'éloignement de 10 m par rapport aux chaufferies ne peut être respectée :

- parois, couverture et plancher haut REI 120 ;
- portes intérieures EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- portant donnant vers l'extérieur EI 30.

Article 26 : Conduite de l'installation de combustion et consignes d'exploitation

26.1 - Surveillance de l'installation

Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise lorsque l'installation répond aux dispositions réglementaires applicables, notamment celles relatives aux équipements sous pression.

En cas de surveillance sans assistance humaine, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs démontrant son droit à dérogation.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement des installations et des dispositifs assurant sa mise en sécurité.

Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement des installations.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt des installations, celles-ci sont protégées contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

26.2 - Travaux d'entretien et de maintenance

Dans les parties des installations recensées au sous-article 27.2 du présent arrêté, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nominé désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité des installations, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nominé désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

Dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

26.3 - Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

26.4 - Entretien

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Article 27 : Moyens d'intervention en cas d'accident

27.1 - Définition générale des moyens

Les installations de combustion et de stockage de combustibles doivent disposer de leurs propres moyens de lutte contre l'incendie et de détection d'incendie. Ceux-ci sont adaptés aux risques à défendre.

Les moyens de lutte contre l'incendie dont est pourvu l'établissement conformément aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-110 du 31 juillet 2003 modifié sont de nature à permettre l'extinction d'un incendie survenant sur les installations et leurs annexes autorisées par le présent arrêté.

Les moyens d'extinction d'incendie fixés à l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-110 du 31 juillet 2003 modifié sont complétés par le bassin d'eau industrielle de 1 500 m³. Celui-ci est équipé d'un raccord de diamètre 100 mm.

27.2 - Rétention des eaux d'extinction d'un incendie

Le sol des aires de stockage du bâtiment abritant la chaudière « biomasse » permet une rétention des eaux d'extinction d'un incendie.

Le bassin de rétention qui recueillera les eaux de l'aire de stockage extérieur a une capacité minimale disponible de 270 m³.

Des murs sont construits latéralement (hauteur de 1,1 m) et à l'arrière (hauteur de 1,5 m) de cette aire afin d'éviter tout écoulement des eaux en dehors du bassin de rétention.

Les eaux de ruissellement sont récupérées sur le devant du stockage au moyen d'un caniveau à grille.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé d'une vanne au niveau du séparateur d'hydrocarbures permettant son obturation en cas d'incendie.

Cette vanne est clairement repérée. Elle fait l'objet d'un entretien, d'un contrôle régulier et est reportée sur l'ensemble des plans de secours.

Une procédure est mise en place pour informer les services départementaux d'incendie et de secours et former le personnel à son utilisation.

27.3 - Mise à jour du plan d'opération interne et du dossier d'accueil de l'établissement

Le plan d'opération interne prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral 2009-346 du 11 octobre 2010 est mis à jour pour prendre en compte la nouvelle installation de combustion « biomasse » et ses annexes, les risques associés ainsi que les équipements de prévention et protection mis en place.

Le dossier d'accueil aux services départementaux d'incendie et de secours est mis à jour dans le délai maximal de un mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Une copie du plan est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

TITRE 9 : SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Article 28 : Contenu de l'autosurveillance

Les contrôles visés dans le tableau de l'article 32, réalisés selon les règles de l'art, doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Article 29 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats de la surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

La transmission des résultats devra être accompagnée de commentaires sur les résultats et les causes en cas de dépassement des valeurs limites ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Le bilan des mesures est transmis annuellement à l'inspection des installations classées via l'application GEREP, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'écart de valeur entre la mesure obtenue par le dispositif de mesure en continu (débit, poussières, SO₂, NO_x) et les mesures réalisées par le laboratoire agréé est étudié et un ré-étalonnage réalisé si besoin.

Une première mesure devra être réalisée dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation de combustion « biomasse » puis périodiquement conformément aux dispositions ci-dessus.

Article 30 : Contrôles supplémentaires

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets, de cendres volantes ou de sol, des prélèvements et analyses des combustibles et faire réaliser des mesures de niveaux sonores pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Toutes dispositions sont prises pour faciliter l'intervention de ces organismes.

Sauf accord préalable de l'inspection des installations classées, les méthodes de prélèvement, mesures et analyses sont normalisées.

Article 31 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 32 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société SOFIDEL

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Custines
- Monsieur le maire de Frouard

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le 28 JAN. 2025

Le Préfet,



Françoise SOULIMAN